



Mission régionale d'autorité environnementale

Centre-Val de Loire

Décision de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Centre-Val de Loire, après examen au cas par cas, sur la mise à jour du zonage d'assainissement des eaux usées des communes d'Azay-sur-Cher et Véretz (37)

n° : 2021-3078

Décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-18 du Code de l'Environnement

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Centre-Val de Loire, qui en a délibéré collégalement le 4 février 2021,

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4 à L. 122-11 et R. 122-17 et suivants ;

Vu le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu l'arrêté du 11 août 2020 modifiant l'arrêté du 2 octobre 2015 relatif aux missions et à l'organisation du conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) du 11 août et du 21 septembre 2020 ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le n°2021-3078 (y compris ses annexes) relative à la mise à jour du zonage d'assainissement des eaux usées d'Azay-sur-Cher et de Véretz (37), reçue le 1^{er} décembre 2020 ;

Vu la décision tacite, née le 2 février 2021, soumettant à évaluation environnementale le projet susmentionné ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 17 décembre 2020 ;

Vu la délibération de Sylvie BANOUN, Caroline SERGENT, Isabelle LA JEUNESSE, membres de la MRAe ;

Considérant que le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées des communes d'Azay-sur-Cher et de Véretz prévoit, concomitamment à la réalisation d'un schéma directeur d'assainissement :

- dans les zones urbanisées, de retirer de la zone d'assainissement collectif les secteurs des Petits Moreaux, des Grands Moreaux, de la Chavonnière, du Fouteau, du Grand Falaise, de la Claie, de la Rigaudière, du Grais, de la Pierre et des Rues Maigres du Chemin de Roujoux,
- dans les zones à urbaniser, de créer un réseau collectif et de raccorder au réseau existant les secteurs de la Bussardière, de la Trutte, du Marchais, de la zone économique du May, du Chemin de la Carabinerie, du Chemin du Saveton et de l'Allée des Ormeaux ; ainsi que de mettre en œuvre les branchements pour le secteur du chemin de la Bussardière ;

Considérant, au vu des pièces du dossier, que la station d'épuration « Beauregard », située à Véretz, dispose des capacités nominales suffisantes pour traiter les charges entrantes à l'heure actuelle et des charges supplémentaires estimées à 800 équivalent-habitants dans un futur prévisible ;

Considérant l'existence d'une réglementation garantissant le contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif sur l'ensemble d'un territoire communal en vertu de l'arrêté

ministériel du 27 avril 2012 dans l'objectif de maintenir une conformité des installations et d'informer le public sur les conditions de réhabilitation des équipements vieillissants ;

Considérant que le syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable et d'assainissement (SIAEPA) des communes d'Azay-sur-Cher et de Véretz assure le contrôle et le suivi des installations d'assainissement non collectif sur le territoire ;

Considérant que le projet n'est pas de nature à générer des incidences négatives notables sur l'état de conservation de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I « Parc et coteaux de Véretz », située à l'est du bourg de Véretz ni sur d'autres zones d'inventaire ou de préservation ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-dessus et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le zonage d'assainissement des eaux usées d'Azay-sur-Cher et de Véretz (37) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Décide :

Article 1^{er}

La décision tacite, née le 2 février 2021, soumettant à évaluation environnementale le projet de mise à jour du zonage d'assainissement des eaux usées d'Azay-sur-Cher et de Véretz (37) est rapportée.

Article 2

En application, des dispositions du chapitre II du titre II du Livre Premier du code de l'environnement et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, la mise à jour du zonage d'assainissement des eaux usées d'Azay-sur-Cher et de Véretz (37), présentée par cette dernière, n° 2021-3078, n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 3

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de zonage d'assainissement des eaux usées d'Azay-sur-Cher et de Véretz (37) est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 4

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la mission régionale d'autorité environnementale. En outre, en application de l'article R.123-8 du code de l'environnement, la présente décision doit être jointe au dossier de mise à disposition du public.

Fait à Orléans, le 4 février 2021,

Pour la mission régionale d'autorité
environnementale Centre-Val de Loire,
son président



Christian Le COZ

Voies et délais de recours

Une décision soumettant un plan à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux formé dans les mêmes conditions. Les recours gracieux doivent alors être adressés à :

Monsieur le Président de la mission régionale d'autorité environnementale Centre-Val de Loire
DREAL Centre Val de Loire
5 avenue Buffon
CS96407
45064 ORLEANS CEDEX 2

La décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief, mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif, préalable au contentieux et suspensif du délai de recours contentieux, ou contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisation, approuvant ou adoptant le plan, schéma, programme ou document de planification.